

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE



Distr.
GENERALE

A/33/435

13 décembre 1978

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
Point 47 de l'ordre du jour

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

Rapport de la Première Commission

Rapporteur : M. Miodrag MIHAJLOVIĆ (Yougoslavie)

I. INTRODUCTION

1. La question intitulée :

"Désarmement général et complet :

- a) Rapport de la Conférence du Comité du désarmement;
- b) Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique;
- c) Rapport du Secrétaire général

a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la trente-troisième session en application des résolutions 32/87 A, D et F de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1977.

2. A ses 4ème et 5ème séances plénières, le 22 septembre 1978, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.

3. A sa 3ème séance, le 6 octobre, la Première Commission a décidé d'examiner séparément les points 125 et 128 de l'ordre du jour et de tenir ensuite un débat général commun sur les autres questions relatives au désarmement qui lui avaient été renvoyées, à savoir les points 35 à 49. Le débat général sur ces points a eu lieu de la 29ème à la 50ème séance, du 6 au 24 novembre (A/C.1/33/PV.29 à 50).

4. Pour examiner le point 47, la Première Commission était saisie des documents ci-après :

- a) Rapport de la Conférence du Comité du désarmement^{1/};
- b) Rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour 1977, qui a été distribué sous couvert d'une note du Secrétaire général (A/33/145);
- c) Rapport de la Commission du désarmement^{2/};
- d) Rapport du Secrétaire général (A/33/389)^{3/};
- e) Note verbale, datée du 2 juin 1978, par laquelle le représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies transmettait au Secrétaire général le Communiqué final adopté à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés, qui s'était tenue à La Havane du 15 au 20 mai 1978 (A/33/118);
- f) Lettre datée du 14 juin 1978, par laquelle le représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies transmettait au Secrétaire général le texte des résolutions adoptées par la neuvième Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, qui s'était tenue à Dakar du 24 au 28 avril 1978 (A/33/151);
- g) Lettre datée du 6 septembre 1978, par laquelle le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies transmettait au Secrétaire général les documents de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'était tenue à Belgrade du 25 au 30 juillet 1978 (A/33/206);
- h) Lettre datée du 16 octobre 1978, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la Mongolie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/33/319).

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 27 (A/33/27).

2/ Ibid., Supplément No 42 (A/33/42).

3/ Ibid., trente-deuxième session, Annexes, points 33, 34, 38 à 49 et 51 à 53, document A/32/380, par. 8 et 16.

II. PROPOSITIONS

5. Le 14 novembre, l'Argentine, l'Autriche, la Bulgarie, Chypre, le Danemark, le Ghana, l'Inde, Madagascar, le Mexique et la Yougoslavie ont soumis un projet de résolution (A/C.1/33/L.19), dont le Bangladesh, la Bolivie, la Côte d'Ivoire, Maurice, la Roumanie et l'Uruguay se sont par la suite portés coauteurs et qui a été présenté par le représentant de l'Argentine à la 49^{ème} séance, le 24 novembre. Un état des incidences administratives et financières du projet de résolution a été présenté par le Secrétaire général le 28 novembre (A/C.1/33/L.51).

6. Le 15 novembre, l'Allemagne République fédérale d', le Canada, le Danemark, l'Espagne, le Ghana, la Grèce, le Japon, la Roumanie et la Turquie ont soumis un projet de résolution (A/C.1/33/L.21), qui a été présenté par le représentant de la République fédérale d'Allemagne à la 40^{ème} séance le 16 novembre. Ce projet de résolution a été ultérieurement modifié (A/C.1/33/L.21/Rev.1) et parrainé par les pays suivants : Allemagne République fédérale d', Belgique, Bolivie, Canada, Danemark, El Salvador, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Ghana, Grèce, Italie, Japon, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie. Le projet de résolution révisé a été présenté par le représentant de la République fédérale d'Allemagne à la 49^{ème} séance, le 24 novembre. Le 24 novembre également, le Pakistan a présenté des amendements (A/C.1/33/L.45) au projet de résolution révisé. Ces amendements se lisaient comme suit :

"1. Insérer les alinéas suivants après le quatrième alinéa du préambule :

Considérant que le respect strict, par tous les Etats, des principes de la Charte des Nations Unies, en particulier ceux qui ont trait au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, à la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et au règlement pacifique des différends, est essentiel pour atténuer les tensions internationales et créer entre les Etats un climat de confiance réciproque,

Réaffirmant qu'il est nécessaire que les Etats appliquent intégralement les accords internationaux et les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies relatifs aux contestations et aux différends internationaux,

Soulignant qu'il incombe au premier chef aux grandes puissances militaires, suivies par d'autres Etats d'un certain poids militaire, de contribuer à l'instauration entre les Etats d'un climat de confiance en ce qui concerne leur sécurité,

2. Modifier le dernier alinéa du préambule de façon qu'il se lise comme suit :

Reconnaissant la nécessité et l'urgence de prendre des mesures pour réduire les risques de conflits armés,".

Le 24 novembre également, la Jordanie a présenté des amendements (A/C.1/33/L.46) au projet de résolution. Ces amendements se lisent comme suit :

1. Supprimer le paragraphe 1 du dispositif.
2. Renommer l'actuel paragraphe 2 du dispositif, qui devient le paragraphe 1; supprimer les mots "en outre" entre le mot "Recommande" et les mots "à tous les Etats";
3. Renommer respectivement 2, 3 et 4 les paragraphes suivants du dispositif

Le 20 novembre, les coauteurs du projet de résolution, auxquels s'était joint le Zaïre, ont présenté une nouvelle version révisée (A/C.1/33/L.21/Rev.2). L'Autriche et la Suède se sont ultérieurement portés coauteurs du projet de résolution révisé; celui-ci a été présenté par le représentant de la République fédérale d'Allemagne à la 55ème séance, le 29 novembre.

7. Le 17 novembre, l'Argentine, l'Australie, le Maroc, le Mexique, le Nigéria, le Pérou, la Suède et la Yougoslavie ont soumis un projet de résolution (A/C.1/33/L.29), dont le Costa Rica, l'Egypte, la Jordanie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, Sri Lanka et le Zaïre se sont ultérieurement portés coauteurs et qui a été présenté par le représentant du Mexique à la 48ème séance, le 22 novembre.

8. Le 17 novembre, l'Australie, l'Autriche, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria, le Pakistan, la Suède, le Venezuela et la Yougoslavie ont soumis un projet de résolution (A/C.1/33/L.32), dont la Jordanie, Maurice, le Pérou, la Roumanie et Sri Lanka se sont par la suite portés coauteurs et qui a été présenté par le représentant de la Suède à la 57ème séance, le 30 novembre. Un état des incidences administratives et financières du projet de résolution a été présenté par le Secrétaire général le 28 novembre (A/C.1/33/L.48).

9. Le 22 novembre, la Belgique a présenté un projet de résolution (A/C.1/33/L.35), dont l'Allemagne, République fédérale d', les Bahamas, la Côte d'Ivoire, l'Espagne, la Roumanie, Singapour, le Venezuela et le Zaïre se sont portés coauteurs et qui a été présenté par le représentant de la Belgique à la 50ème séance, le 24 novembre. Un état des incidences administratives et financières du projet de résolution a été présenté par le Secrétaire général le 30 novembre (A/C.1/33/L.55).

10. Le 22 novembre, l'Afghanistan, le Bénin, la Bulgarie, l'Ethiopie, le Ghana, la Hongrie, la Mongolie, la Pologne, la République démocratique populaire lao, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Yémen démocratique ont soumis un projet de résolution (A/C.1/33/L.38), dont la Guinée équatoriale, la République démocratique allemande et la République socialiste soviétique d'Ukraine se sont par la suite portés coauteurs et qui a été présenté par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à la 54ème séance, le 28 novembre.

/...

11. Le 22 novembre, l'Afghanistan, la Barbade, le Bénin, le Botswana, le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Espagne, le Ghana, la Grèce, la Haute-Volta, la Jamaïque, la Jordanie, le Libéria, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la Nouvelle-Zélande, l'Ouganda, la République arabe syrienne, la République-Unie du Cameroun, le Sénégal, le Soudan, le Tchad, la Tunisie, la Turquie et la Zambie ont soumis un projet de résolution (A/C.1/33/L.42). Par la suite, le 28 novembre, l'Afghanistan, la Barbade, le Bénin, la Bolivie, le Botswana, le Burundi, Chypre, la Côte d'Ivoire, l'Espagne, le Ghana, la Grèce, le Guatemala, la Guyane, la Haute-Volta, la Jamahiriya arabe libyenne, la Jamaïque, la Jordanie, le Libéria, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la Nouvelle-Zélande, l'Oman, l'Ouganda, le Portugal, la République arabe syrienne, la République-Unie du Cameroun, le Sénégal, la Sierra-Leone, la Somalie, le Soudan, le Tchad, le Togo, la Trinité-et-Tobago, la Tunisie, la Turquie et la Zambie ont soumis un projet de résolution révisé (A/C.1/33/L.42/Rev.1) qui a été présenté par la représentante de la Tunisie à la 55ème séance, le 29 novembre. Le 30 novembre, l'Allemagne, République fédérale d', l'Argentine, le Mexique, le Nigeria, les Pays-Bas, la Suède, le Venezuela ont présenté les amendements suivants (A/C.1/33/L.54) au projet de résolution révisé :

"1. Remplacer le troisième alinéa du préambule par les deux alinéas suivants :

Rappelant que dans la même résolution, l'Assemblée générale a déclaré que, pour un maximum d'efficacité, deux types d'organes sont nécessaires dans le domaine du désarmement : des organes délibérants, où tous les Etats Membres devraient être représentés, et des organes de négociation pour lesquels il serait préférable de prévoir une composition relativement limitée,

Rappelant aussi qu'à la suite des décisions adoptées lors de la session extraordinaire susmentionnée, une Commission du désarmement composée de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies a été établie comme organe délibérant subsidiaire de l'Assemblée, et qu'a été constitué, en tant qu'organe de négociation, un Comité du désarmement ouvert à la participation des Etats dotés d'armes nucléaires et des trente-cinq Etats suivants : Algérie, Allemagne, République fédérale d', Argentine, Australie, Belgique, Birmanie, Brésil, Bulgarie, Canada, Cuba, Egypte, Ethiopie, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Italie, Japon, Kenya, Maroc, Mexique, Mongolie, Nigeria, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Venezuela, Yougoslavie et Zaïre,

2. Modifier le paragraphe 1 du dispositif pour qu'il se lise comme suit :

1. Recommande que la question du réexamen de la composition du Comité du désarmement soit inscrite à l'ordre du jour provisoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;

/...

3. Remplacer les paragraphes 2, 3 et 4 du dispositif par les paragraphes suivants :

2. Prie le Comité du désarmement, en attendant ce réexamen, de prendre des dispositions pour que les Etats intéressés qui ne sont pas membres du Comité présentent à ce dernier des propositions écrites ou des documents de travail sur les mesures de désarmement qui font l'objet de négociations au Comité et participent à la discussion des questions traitées dans ces propositions ou documents de travail;
3. Réaffirme que les Etats qui ne sont pas membres du Comité devraient, sur leur demande, être invités par ce dernier à exprimer leurs vues au Comité lorsqu'il examine des questions qui présentent pour eux un intérêt particulier."

Le 30 novembre également, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté l'amendement suivant (A/C.1/33/L.57) aux amendements portant la cote A/C.1/33/L.54 :

"Remplacer l'amendement qu'il est proposé d'apporter au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.1/33/L.42/Rev.1 par le texte suivant :

1. Recommande que les résultats du réexamen de la composition du Comité du désarmement qui est envisagé au paragraphe 120 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement soient communiqués aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies au cours de la prochaine session extraordinaire consacrée au désarmement."

Le 1er décembre, les Bahamas, la Barbade, le Bénin, la Bolivie, le Botswana, le Burundi, le Chili, Chypre, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Espagne, le Ghana, la Grèce, le Guatemala, la Guyane, la Haute-Volta, le Honduras, la Jamahiriya arabe libyenne, la Jamaïque, la Jordanie, le Libéria, Madagascar, le Mali, Maurice, la Mauritanie, le Niger, la Nouvelle-Zélande, l'Oman, l'Ouganda, le Portugal, la République arabe syrienne, la République-Unie de Tanzanie, la République-Unie du Cameroun, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Tchad, le Togo, la Trinité-et-Tobago, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay et la Zambie ont soumis un nouveau texte révisé du projet de résolution (A/C.1/33/L.42/Rev.2), qui a été présenté par la représentante de la Tunisie à la 60ème séance, le même jour.

12. Le 22 novembre, l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Danemark, l'Irlande, le Nigéria, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Roumanie et la Suède ont soumis un projet de résolution (A/C.1/33/L.43) dont la Bolivie s'est par la suite portée coauteur. Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Canada à la 55ème séance, le 29 novembre.

/...

13. Le 28 novembre, Chypre a soumis un projet de résolution (A/C.1/33/L.49) qui a été présenté par son représentant à la 55ème séance, le 29 novembre.

14. A ses 53ème, 54ème, 56ème et 58ème séances, la Première Commission a examiné le rapport du Secrétaire général relatif à la réalisation d'un film de l'Organisation des Nations Unies sur les guerres et leurs conséquences (A/33/389). A la 53ème séance, le 28 novembre, le Secrétaire général adjoint à l'information a présenté le rapport du Secrétaire général et indiqué que le coût du film s'élèverait à environ 200 000 dollars. A la 58ème séance tenue le 30 novembre, à la demande de la Commission, le Conseiller juridique a fait une déclaration sur la question de savoir si, conformément au mandat du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement créé en application du paragraphe 12⁴ du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolution S-10/2), le Secrétaire général pourrait demander l'avis du Conseil. A la même séance, les Etats-Unis d'Amérique ont proposé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'inviter le Conseil consultatif à exprimer son opinion sur l'opportunité de réaliser le film envisagé. Cette proposition a été rejetée par 62 voix contre 33, avec 22 abstentions. Par 96 voix contre zéro, avec 26 abstentions, la Commission a alors décidé de recommander à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de procéder à la réalisation d'un film de l'Organisation des Nations Unies sur les guerres et leurs conséquences, dont le coût s'élèverait à environ 200 000 dollars (voir par. 25 ci-après).

III. VOTES

15. A sa 56ème séance, le 29 novembre, la Première Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/33/L.19 (voir plus haut, par. 5) par consensus (voir plus loin, par. 24, projet de résolution A).

16. A la même séance, avant le vote sur le projet de résolution A/C.1/33/L.21/Rev.2 (voir plus haut, par. 6), la délégation pakistanaise a annoncé qu'elle n'insisterait pas pour que ses amendements (A/C.1/33/L.45) soient mis aux voix; la délégation jordanienne a indiqué qu'elle faisait de même en ce qui concerne ses propres amendements (A/C.1/33/L.46). En conséquence, le projet de résolution révisé a été adopté par 119 voix contre zéro, avec 6 abstentions (voir plus loin, par. 24, projet de résolution B). Il a été procédé à un vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, El Salvador, Empire centrafricain, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haute-Volta, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : Bahreïn, Iraq, Jordanie, Koweït, Oman, Qatar.

/...

17. A sa 56ème séance, la Première Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/33/L.29 (voir plus haut, par. 7) par 115 voix contre une, avec 10 abstentions (voir plus loin, par. 24, projet de résolution C).

18. A sa 57ème séance, le 30 novembre, la Première Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/33/L.32 (voir plus haut, par. 8) par 89 voix contre zéro, avec 19 abstentions (voir plus loin, par. 24, projet de résolution D).

19. A la 59ème séance, le 1er décembre, avant le vote sur le projet de résolution A/C.1/33/L.35 (voir plus haut, par. 9), le Pakistan a présenté oralement un amendement au dernier alinéa du préambule de ce projet de résolution visant à ajouter après les mots "Tenant pleinement compte des décisions et recommandations du Document final adopté lors de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale" le membre de phrase suivant : "et des vues exprimées par les Etats Membres lors de sa trente-troisième session." Le projet de résolution, tel qu'il avait été modifié oralement, a alors été adopté par 79 voix contre zéro, avec 40 abstentions (voir plus loin, par. 24, projet de résolution E). Il a été procédé à un vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Burundi, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, El Salvador, Empire centrafricain, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Haute-Volta, Honduras, Iran, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zaïre.

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : Afghanistan, Algérie, Angola, Bahreïn, Bhoutan, Birmanie, Brésil, Bulgarie, Congo, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Koweït, Malaisie, Maldives, Maurice, Mongolie, Mozambique, Oman, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Sao Tomé-et-Principe, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

/...

20. A la même séance, la Première Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/33/L.38 (voir plus haut, par. 10) par 87 voix contre 19, avec 11 abstentions (voir plus loin, par. 24, projet de résolution F).

21. A la 60ème séance, le 1er décembre, avant le vote sur le projet de résolution A/C.1/33/L.42/Rev.2 (voir plus haut, par. 11), le Nigéria a proposé oralement d'apporter aux paragraphes 1 et 3 du dispositif du projet de résolution révisé de nouveaux amendements qui ont été acceptés par les auteurs du projet de résolution. Ces amendements étaient ainsi conçus :

a) Le paragraphe 1 du dispositif se lirait comme suit :

"Recommande que le premier réexamen de la composition du Comité du désarmement soit achevé, à la suite de consultations appropriées entre les Etats Membres, pendant la prochaine session extraordinaire consacrée au désarmement;"

b) A la première ligne du paragraphe 3 du dispositif, on supprimerait les mots "en attendant ce réexamen".

Par la suite, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a retiré son amendement (A/C.1/33/L.57) aux amendements publiés sous la cote A/C.1/33/L.54. Le deuxième alinéa de préambule proposé dans le document A/C.1/33/L.54 et dont le texte commençait par les mots "Rappelant aussi" a alors été mis aux voix et a été rejeté par 41 voix contre 32, avec 43 abstentions. A la suite de ce vote, les auteurs ont décidé de ne pas insister pour que les autres amendements publiés sous la cote A/C.1/33/L.54 soient mis aux voix, et le projet de résolution révisé, tel qu'il avait été modifié oralement, a été adopté par 110 voix contre 9, avec 4 abstentions (voir plus loin, par. 24, projet de résolution G).

22. A sa 57ème séance, le 30 novembre, la Première Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/33/L.43 (voir plus haut, par. 12) par 94 voix contre 10, avec 19 abstentions (voir plus loin, par. 24, projet de résolution H).

23. A la 55ème séance, le 29 novembre, avant le vote sur le projet de résolution A/C.1/33/L.49 (voir plus haut, par. 13), le Nigéria a présenté oralement un amendement à ce texte qui a été accepté par l'auteur du projet de résolution et qui visait à remplacer dans le texte anglais, au paragraphe 1 du dispositif, le membre de phrase "Considers the question of international security through the United Nations in accordance with the provisions of the Charter as ..." par le membre de phrase "Considers that the maintenance of international security through the United Nations in accordance with the provisions of the Charter is ...". Le projet de résolution, tel qu'il avait été modifié oralement, a alors été adopté par consensus (voir plus loin, par. 24, projet de résolution I).

IV. RECOMMANDATIONS DE LA PREMIERE COMMISSION

24. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

/...

Désarmement général et complet

A

L'Assemblée générale,

Ayant résolu de jeter les bases d'une stratégie internationale du désarmement visant à instaurer un désarmement général et complet sous contrôle international efficace, grâce à des efforts coordonnés et persévérants auxquels l'Organisation des Nations Unies devrait participer en jouant un rôle plus efficace,

Rappelant le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale 4/ consacrée au désarmement, aux termes duquel l'Assemblée a décidé de créer une Commission du désarmement,

Soulignant qu'il importe de donner effectivement suite aux recommandations et décisions pertinentes adoptées à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement,

Ayant examiné le rapport de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies 5/,

1. Approuve le rapport de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies et les recommandations qui y sont formulées;

2. Prie la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément à son mandat, tel qu'il est énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire, ainsi qu'aux recommandations formulées dans son rapport et aux décisions que l'Assemblée a prises à sa présente session et qui ont des incidences sur le programme de travail de la Commission pour 1979;

3. Prie la Commission du désarmement de soumettre à l'Assemblée générale, lors de sa trente-quatrième session, un rapport sur ses travaux ainsi que toutes recommandations et observations qu'elle jugera appropriées;

4. Prie le Secrétaire général de transmettre à la Commission du désarmement le Document final ainsi que tous les documents officiels de la dixième session extraordinaire, de façon que la Commission dispose, pour l'exécution de son programme de travail, des opinions et propositions formulées par les Etats au cours de la session;

5. Prie le Secrétaire général de prêter à la Commission du désarmement toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution:

4/ Résolution S-10/2.

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 42 (A/33/42).

/...

6. Prie en outre le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres à lui communiquer, le 31 mars 1979 au plus tard, leurs opinions et suggestions quant au programme global de désarmement en vue de leur transmission à la Commission du désarmement;

7. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-quatrième session une question intitulée "Rapport de la Commission du désarmement".

B

L'Assemblée générale,

Préoccupée par le fait que la course aux armements s'accélère et que le chiffre mondial des dépenses d'armements continue à augmenter,

Convaincue qu'il est possible de mettre au point des méthodes et des procédures internationales pour favoriser effectivement le désarmement général et complet sous contrôle international strict et efficace,

Désireuse d'éliminer les sources de tension par des moyens pacifiques et de contribuer ainsi au renforcement de la paix et de la sécurité dans le monde,

Soulignant l'importance de l'idée, énoncée dans le Document final de la session extraordinaire consacrée au désarmement, qu'il est nécessaire, pour faciliter le processus de désarmement, de prendre des mesures et de poursuivre des politiques de nature à renforcer la paix et la sécurité internationales et à accroître la confiance entre les Etats conformément aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Considérant qu'il est essentiel, pour réduire les tensions internationales et créer un climat de confiance mutuelle entre les Etats, que tous les Etats se conforment strictement aux buts et aux principes énoncés dans la Charte,

Reconnaissant la nécessité et l'urgence de commencer à prendre des mesures pour réduire les risques de conflits armés résultant de malentendus ou de l'interprétation erronée d'activités militaires,

Consciente qu'il existe des situations, propres à certaines régions, qui influent sur la nature des mesures qu'il est possible de prendre dans ces régions pour accroître la confiance,

Exprimant sa conviction que l'engagement de prendre des mesures propres à accroître la confiance pourrait contribuer au renforcement de la sécurité des Etats,

Notant qu'au cours de la session extraordinaire consacrée au désarmement, plusieurs propositions concernant des mesures à cette fin ont été soumises et qu'elles méritent d'être prises dûment en considération,

1. Recommande à tous les Etats d'envisager des arrangements régionaux concernant des mesures précises de nature à accroître la confiance, en tenant compte de la situation et des besoins propres à chaque région;

2. Invite tous les Etats à communiquer au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies leurs vues quant aux mesures propres à accroître la confiance qu'ils jugent appropriées et applicables, ainsi que les résultats de leurs efforts dans ce domaine,

3. Prie le Secrétaire général de transmettre les vues des Etats Membres sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa trente-quatrième session;

C

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2602 A (XXIV) du 16 décembre 1969, 2932 B (XXVII) du 29 novembre 1972, 3184 A et C (XXVIII) du 18 décembre 1973, 3261 C (XXIX) du 9 décembre 1974, 3484 C (XXX) du 12 décembre 1975 et 31/189 A du 21 décembre 1976,

Réaffirmant sa résolution 32/87 G du 12 décembre 1977, dans laquelle, entre autres dispositions, elle a noté avec satisfaction les déclarations ci-après :

a) La déclaration faite par le Président des Etats-Unis d'Amérique le 4 octobre 1977 dans les termes suivants :

"Les Etats-Unis sont désireux d'aller aussi loin que possible, compte tenu des intérêts de notre sécurité, dans la limitation et la réduction des armements nucléaires. Nous sommes maintenant prêts à les réduire, sur une base de réciprocité, de 10, de 20, voire de 50 p. 100. Puis nous oeuvrerons en vue de nouvelles réductions pour libérer vraiment le monde de l'arme nucléaire." 6/,

b) La déclaration faite par le Président du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le 2 novembre 1977, dans les termes suivants :

"Nous proposons aujourd'hui un pas décisif : s'entendre sur la cessation simultanée de la production d'armes nucléaires par tous les Etats, qu'il s'agisse des bombes ou des missiles atomiques, thermonucléaires ou aux neutrons. En même temps, les puissances nucléaires pourraient s'engager à commencer de réduire progressivement les stocks existants de ces armes et à s'acheminer vers leur destruction complète et totale.",

Tenant compte de ce que le Programme d'action adopté par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire 7/ énumérait parmi les mesures à prendre en toute première priorité celle qui était conçue comme suit :

"Les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques devraient conclure au plus tôt l'accord auquel ils tentent de parvenir depuis plusieurs années dans le cadre de la deuxième série de négociations sur la limitation des armements stratégiques. Ils sont invités à communiquer en temps voulu le texte de cet accord à l'Assemblée générale. Ledit accord devrait être suivi rapidement par de nouvelles négociations entre les deux parties sur la limitation des armes stratégiques, conduisant à d'importantes réductions concertées et à des limitations qualitatives des armes stratégiques. Il serait un pas important dans la direction du désarmement nucléaire et, en fin de compte, de l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires." 8/,

6/ Ibid., trente-deuxième session, séances plénières, 18ème séance, par. 15.

7/ Résolution S-10/2, sect. III.

8/ Ibid., par. 52.

Notant que le même Programme d'action établit que "s'agissant d'atteindre les objectifs du désarmement nucléaire, tous les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier ceux d'entre eux qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus importants, ont une responsabilité spéciale à cet égard" 9/,

1. Regrette vivement qu'en dépit de tout ce qui a été déclaré, résolu ou réaffirmé au cours des dix dernières années, les négociations sur la limitation des armes stratégiques, connues sous le nom de négociations SALT, n'aient pas même pu encore aboutir aux résultats immédiats envisagés dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;

2. Souligne une fois de plus tout particulièrement qu'il importe que l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique s'efforcent de mettre en oeuvre le plus rapidement possible les déclarations faites en 1977 par leurs chefs d'Etat respectifs, et invite de nouveau les gouvernements de ces deux pays à prendre sans délai toutes les mesures voulues pour atteindre cet objectif, qui coïncide intrinsèquement avec celui qui est défini à cet égard au paragraphe 52 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale;

3. Est convaincue que les deux gouvernements donneront suite à la demande que l'Assemblée leur a adressée dans le paragraphe 52 du Document final de la dixième session extraordinaire, de façon à lui transmettre en temps voulu le texte de l'accord auquel ils tentent de parvenir depuis quatre ans dans le cadre de la deuxième série de négociations sur la limitation des armements stratégiques.

9/ Ibid., par. 48.

D

L'Assemblée générale,

Consciente de la responsabilité qui lui incombe, en vertu de la Charte des Nations Unies, dans les domaines du désarmement et du maintien de la paix,

Ayant présente à l'esprit l'importance de la tâche de la Première Commission consistant à évaluer l'état de la course aux armements et à débattre des questions de désarmement,

Rappelant le Document final de sa session extraordinaire consacrée au désarmement, dans lequel elle a souligné que l'objectif le plus immédiat du désarmement était d'éliminer le danger d'une guerre nucléaire,

Rappelant en outre qu'il a été recommandé, comme cela est précisé dans le même document, que l'Organisation des Nations Unies accroisse, avec la pleine coopération des Etats Membres, la diffusion d'informations sur la course aux armements et le désarmement,

Notant que la seule étude relative aux armes nucléaires qui a été réalisée par l'Organisation des Nations Unies a été publiée sous le titre Effets de l'utilisation éventuelle des armes nucléaires et incidences que pourraient avoir pour les Etats, tant sur le plan économique que sur celui de la sécurité, l'acquisition et le perfectionnement de ces armes il y a plus de 10 ans 10/,

Notant également que, depuis lors, nombre de faits nouveaux importants sont intervenus dans le domaine des armes nucléaires,

Convaincue qu'une vaste étude de l'Organisation des Nations Unies sur les divers aspects des armes nucléaires contribuerait utilement à la diffusion d'informations concrètes sur les problèmes en question et à la compréhension internationale de ces problèmes,

1. Prie le Secrétaire général d'effectuer, avec le concours d'experts qualifiés, une étude complète donnant des informations concrètes sur les arsenaux nucléaires actuels, sur les tendances de la mise au point technique des systèmes d'armes nucléaires, sur les effets de leur utilisation et sur les incidences qu'ont sur la sécurité internationale et sur les négociations relatives au désarmement :

a) Les doctrines de dissuasion et autres théories concernant les armes nucléaires;

b) L'accroissement quantitatif ainsi que l'amélioration et le perfectionnement qualitatifs continus des systèmes d'armes nucléaires;

2. Recommande que cette étude, tout en visant à être aussi complète que possible, soit fondée sur des éléments d'information accessibles et sur tous renseignements complémentaires que les Etats Membres voudront bien fournir aux fins de sa réalisation;

3. Invite tous les gouvernements à coopérer avec le Secrétaire général pour que les objectifs de l'étude soient atteints;

4. Prie le Secrétaire général de présenter le rapport final à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session.

/...

E

L'Assemblée générale,

Préoccupée par la course aux armements et l'augmentation continue des dépenses d'armements,

Reconnaissant combien il est important de poursuivre tout effort qui pourrait permettre de progresser sur la voie du désarmement général et complet sous contrôle international strict et efficace,

Consciente de l'importance des mesures de caractère régional qui ont déjà été adoptées, des études qui ont déjà été faites notamment dans le domaine des zones exemptes d'armes nucléaires, et des efforts de caractère régional entrepris sur les plans nucléaire et conventionnel, tant dans le domaine des mesures propres à accroître la confiance que dans celui du désarmement et du contrôle des armements,

Rappelant sa résolution 32/87 D du 12 décembre 1977 sur les aspects régionaux du désarmement,

Prenant acte des contributions nationales qui ont été apportées conformément à ladite résolution,

Tenant pleinement compte des décisions et recommandations du Document final adopté à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et des vues exprimées par les Etats Membres à sa trente-troisième session,

1. Décide d'entreprendre une étude systématique de tous les aspects du désarmement régional;
2. Précise à cet effet que cette étude portera entre autres sur :
 - a) Les conditions de base régissant l'approche régionale, en particulier sous l'angle des exigences de sécurité;
 - b) La définition des mesures qui, sur l'initiative des Etats concernés, peuvent se prêter à une approche régionale;
 - c) Le lien entre les mesures de caractère régional et le processus du désarmement général et complet;
3. Prie le Secrétaire général de faire cette étude avec l'aide d'un groupe d'experts gouvernementaux qualifiés, nommés par lui, compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable, et de la présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-cinquième session;
4. Prie le Secrétaire général de rendre compte de l'état d'avancement des travaux du groupe d'experts gouvernementaux à l'Assemblée générale lors de sa trente-quatrième session.

/...

F

L'Assemblée générale,

Consciente qu'une guerre nucléaire aurait des conséquences dévastatrices pour toute l'humanité,

Souhaitant contribuer à la cessation de la course aux armements nucléaires,

Tenant compte de l'intention clairement exprimée par de nombreux Etats d'empêcher l'implantation d'armes nucléaires sur leur territoire,

Considérant que la limitation territoriale de l'implantation d'armes nucléaires est une mesure étroitement liée au maintien de la paix et de la sécurité dans les différentes régions et à la prévention d'une guerre nucléaire,

Considérant que la non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle constituerait un progrès sur la voie de la réalisation de l'objectif plus vaste du retrait total, par la suite, des armes nucléaires du territoire des autres Etats,

Tenant compte du désir de favoriser la création dans diverses régions du monde de zones exemptes d'armes nucléaires, sur l'initiative des gouvernements de la région,

1. Demande à tous les Etats dotés d'armes nucléaires de s'abstenir d'implanter des armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle;

2. Demande à tous les Etats non dotés d'armes nucléaires et sur le territoire desquels il n'y en a pas de s'abstenir de toute démarche susceptible d'aboutir, directement ou indirectement, à l'implantation de telles armes sur leur territoire.

/...

G

L'Assemblée générale,

Reconnaissant que tous les peuples du monde ont un intérêt vital au succès des négociations sur le désarmement,

Reconnaissant en outre, conformément à sa résolution S-10/2 du 30 juin 1978, que tous les Etats ont le droit de participer aux négociations sur le désarmement,

Rappelant que dans la même résolution, l'Assemblée générale a déclaré que, pour un maximum d'efficacité, deux types d'organes sont nécessaires dans le domaine du désarmement : des organes délibérants, où tous les Etats Membres devraient être représentés, et des organes de négociation pour lesquels il serait préférable de prévoir une composition relativement limitée,

Rappelant que la composition du Comité du désarmement doit être réexaminée à intervalles réguliers conformément au paragraphe 120 du Document final de la dixième session extraordinaire,

1. Recommande que le premier réexamen de la composition du Comité du désarmement soit achevé, à la suite de consultations appropriées entre les Etats Membres, pendant la prochaine session extraordinaire consacrée au désarmement;

2. Prie le Comité du désarmement d'étudier les modalités du réexamen de sa composition et de faire rapport sur cette question à l'Assemblée générale, lors de sa trente-cinquième session.

3. Prie le Comité du désarmement de prendre des dispositions pour que les Etats intéressés qui ne sont pas membres du Comité présentent à ce dernier des propositions écrites ou des documents de travail sur les mesures de désarmement qui font l'objet de négociations au Comité et participent à la discussion des questions traitées dans ces propositions ou documents de travail;

4. Réaffirme que les Etats qui ne sont pas membres du Comité devraient, sur leur demande, être invités par ce dernier à exprimer leurs vues au Comité lorsqu'il examine des questions qui présentent pour eux un intérêt particulier;

5. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-cinquième session une question relative au réexamen de la composition du Comité du désarmement.

/...

E

L'Assemblée générale,

Consciente que des mesures efficaces d'ordre universel sont indispensables pour faciliter le processus du désarmement nucléaire pour en arriver finalement à l'élimination complète des armes nucléaires,

Convaincue que la prévention de la prolifération des armes nucléaires et autres dispositifs nucléaires explosifs est étroitement liée aux efforts tendant à arrêter et inverser la course aux armements nucléaires,

Considérant que l'acceptation par tous les Etats de contrôles obligatoires et vérifiables sous la forme de garanties complètes, sur une base non discriminatoire, s'appliquant à toute production de matières fissiles pour que celles-ci ne soient pas utilisées pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs, contribuerait aux efforts visant à favoriser la non-prolifération des armes nucléaires, à en limiter toute nouvelle production et à faciliter le désarmement nucléaire,

Notant avec satisfaction qu'à sa dixième session extraordinaire, l'Assemblée générale a reconnu, au paragraphe 50 du Document final, que la réalisation du désarmement nucléaire nécessiterait, entre autres, la négociation urgente d'un accord, à un stade approprié et avec des mesures de vérification adéquates jugées satisfaisantes par les Etats concernés, en vue de mettre un terme à la production de matières fissiles à des fins d'armement,

Prie le Comité du désarmement, à un stade approprié de ses efforts visant l'application des propositions formulées dans le Programme d'action adopté par la dixième session extraordinaire, d'examiner d'urgence la question de la cessation et de l'interdiction adéquatement vérifiées de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs nucléaires explosifs, et de tenir l'Assemblée générale informée des progrès de cet examen.

/...

I

Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2602 E (XXIV) du 16 décembre 1969, dans laquelle elle a proclamé la décennie commençant en 1970 Décennie du désarmement,

Reaffirmant les buts et les objectifs de la Décennie,

Tenant compte des liens étroits qui existent entre le désarmement, la sécurité internationale et le développement,

Rappelant sa résolution 32/67 C du 12 décembre 1977 par laquelle elle a prié le Secrétaire général d'entreprendre une étude des rapports existant entre le désarmement et la sécurité internationale, parallèlement à l'étude des rapports existant entre le désarmement et le développement,

Rappelant en outre qu'au paragraphe 97 du Document final de sa dixième session extraordinaire 11/, elle a prié le Secrétaire général de poursuivre, avec l'aide d'experts consultants nommés par lui, l'étude de la relation qui existe entre le désarmement et la sécurité internationale,

1. Considère que le maintien de la sécurité internationale grâce à l'Organisation des Nations Unies conformément aux dispositions de la Charte est un objectif essentiel de la Décennie du désarmement,

2. Prie le Secrétaire général de faire accélérer la poursuite de l'étude des rapports existant entre le désarmement et la sécurité internationale, en vue de lui présenter un rapport intérimaire lors de sa trente-quatrième session et un rapport final lors de sa trente-cinquième session.

25. La Première Commission a également recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de procéder à la réalisation d'un film de l'Organisation des Nations Unies sur les guerres et leurs conséquences, dont le coût s'élèverait à environ 200 000 dollars.
